

# Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	<b>24.04.2024</b>
Thema	<b>Keine Einschränkung</b>
Schlagworte	<b>Wehrpflicht</b>
Akteure	<b>Keine Einschränkung</b>
Prozesstypen	<b>Motion</b>
Datum	<b>01.01.1965 - 01.01.2021</b>

# Impressum

## Herausgeber

Année Politique Suisse  
Institut für Politikwissenschaft  
Universität Bern  
Fabrikstrasse 8  
CH-3012 Bern  
[www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss)

## Beiträge von

Barras, François  
Benteli, Marianne  
Burgos, Elie  
Füzesséry, Alexandre  
Huguenet, François  
Schnyder, Sébastien  
Schubiger, Maximilian  
Terribilini, Serge

## Bevorzugte Zitierweise

Barras, François; Benteli, Marianne; Burgos, Elie; Füzesséry, Alexandre; Huguenet, François; Schnyder, Sébastien; Schubiger, Maximilian; Terribilini, Serge 2024.  
*Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Wehrpflicht, Motion, 1990 - 2019*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern.  
[www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss), abgerufen am 24.04.2024.

# Inhaltsverzeichnis

<b>Allgemeine Chronik</b>	1
<b>Landesverteidigung</b>	1
Militärorganisation	1
Zivildienst und Dienstverweigerung	1
Bevölkerungsschutz	5
<b>Sozialpolitik</b>	6
Soziale Gruppen	6
Menschen mit Behinderungen	6

## Abkürzungsverzeichnis

<b>VBS</b>	Eidgenössische Departement für Verteidigung, Bevölkerungsschutz und Sport
<b>FK-NR</b>	Finanzkommission des Nationalrats
<b>SiK-SR</b>	Sicherheitspolitische Kommission des Ständerates
<b>SiK-NR</b>	Sicherheitspolitische Kommission des Nationalrates
<b>WBF</b>	Eidgenössisches Departement für Wirtschaft, Bildung und Forschung
<b>AdA</b>	Angehörige(r) der Armee
<b>RS</b>	Rekrutenschule
<b>ZDG</b>	Bundesgesetz über den zivilen Ersatzdienst (Zivildienstgesetz)
<b>ZD</b>	Zivildienst

---

<b>DDPS</b>	Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports
<b>CdF-CN</b>	Commission des finances du Conseil national
<b>CPS-CE</b>	Commission de la politique de sécurité du Conseil des Etats
<b>CPS-CN</b>	Commission de la politique de sécurité du Conseil national
<b>DEFR</b>	Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche
<b>Militaire</b>	Militaire
<b>ER</b>	École de recrues
<b>LSC</b>	Loi fédérale sur le service civil
<b>PC</b>	Protection civile

# Allgemeine Chronik

## Landesverteidigung

### Militärorganisation

**MOTION**  
DATUM: 06.10.1995  
ALEXANDRE FÜZESSÉRY

**Le Conseil national a transmis comme postulat une motion Bonny** (prd, BE) demandant au gouvernement de prendre des mesures efficaces afin de lutter contre les nombreux abus commis en matière d'exemption du service militaire.<sup>1</sup>

**MOTION**  
DATUM: 05.10.2007  
ELIE BURGOS

Le Conseil national a adopté, sur recommandation du Conseil fédéral, une motion du député Mario Fehr (ps, ZH), qui demandait à ce dernier de mener des négociations avec la Turquie dans le but de permettre aux **doubles nationaux turco-suisse**s de n'accomplir leur **service militaire** que dans l'un des deux pays.<sup>2</sup>

**MOTION**  
DATUM: 17.03.2008  
ELIE BURGOS

A l'instar du Conseil national en 2007, le Conseil des Etats a adopté une motion du député Mario Fehr (ps, ZH), qui demandait au Conseil fédéral de mener des négociations avec la Turquie dans le but de permettre aux **doubles nationaux turco-suisse**s de n'accomplir leur **service militaire** que dans l'un des deux pays.<sup>3</sup>

**MOTION**  
DATUM: 11.06.2009  
SÉBASTIEN SCHNYDER

En juin, **une motion Eichenberger-Walther** (plr, AG) a été déposée et ensuite adoptée par le Conseil national. Elle demande au Conseil fédéral de créer des bases légales pour des mesures plus pointues en matière de non-recrutement ou d'exclusion de l'armée. Ces mesures devaient ainsi déployer leurs effets avant et pendant toute la durée des obligations militaires. Le Conseil fédéral a répondu au mois d'août qu'il partageait cet avis et qu'il étudiait un nouveau projet de révision de la LAAM à proposer au parlement (voir ici).<sup>4</sup>

**MOTION**  
DATUM: 16.03.2010  
SÉBASTIEN SCHNYDER

Le Conseil des Etats a transmis une motion Eichenberger-Walther (plr, AG) demandant au gouvernement de mettre en place des mesures plus exigeantes en matière de **non-recrutement ou d'exclusion de l'armée**. Le Conseil national a par contre rejeté son initiative parlementaire (In. pa. 09.405) visant à mieux repérer les délinquants mineurs lors du recrutement.<sup>5</sup>

### Zivildienst und Dienstverweigerung

**MOTION**  
DATUM: 15.06.2000  
FRANÇOIS BARRAS

Afin de développer des **opérations à l'étranger et en groupe dans le cadre du service civil**, le conseiller national Roland Wiederkehr (ldu, ZH) a déposé une motion demandant au Conseil fédéral de créer de nouvelles bases juridiques et de débloquer les fonds nécessaires. Dans sa réponse, le gouvernement a mis en exergue les facteurs personnels qui président à une mission à l'étranger, facteurs exigeants qui interdisent l'envoi en masse de volontaires. Mais individuellement, les conditions existent pour effectuer un service civile à l'étranger, en raison de quoi le Conseil fédéral a proposé de **transformer la motion en postulat**. Celui-ci a été transmis.<sup>6</sup>

**MOTION**  
DATUM: 19.06.2000  
FRANÇOIS BARRAS

**Le Conseil national a clairement rejeté une motion Vollmer** (ps, BE) **exigeant la réhabilitation de objecteurs de conscience** jugés avant les révisions constitutionnelles de 1992 et 1996. Cette réhabilitation concernerait plus de 5000 personnes qui ont refusé de servir pour des raisons religieuses ou éthiques. Suivant l'avis du Conseil fédéral, pour qui la loi ne peut être soustraite de ses conditions historiques et sociales d'élaboration et d'application, la Chambre du peuple a rejeté la motion par 80 voix contre 53 (PS, Verts et PdT).<sup>7</sup>

**MOTION**  
DATUM: 02.10.2000  
FRANÇOIS BARRAS

**Le gouvernement a proposé de rejeter une motion** déposée par une minorité de la Commission de la politique de sécurité (Mo. 00.3185) le priant «d'offrir la possibilité à toutes les Suissesses et à tous les Suisses [...] de **choisir entre service militaire, service de protection de la population et service social**». Il a ainsi souligné que, dans le cadre du projet «Armée XXI», chaque appelé pourra librement choisir de remplir ses obligations militaires par le biais d'un service civil de remplacement, au cas où le devoir militaire serait en désaccord avec sa conscience. Le Conseil fédéral juge que les dispositions du projet sont suffisantes pour ne pas initier les modifications de la Constitution que la motion nécessiterait. Cette dernière a été finalement rejetée à la Chambre du peuple par 98 voix contre 57 (gauche et Verts). Pareillement, le Conseil national a décidé de ne pas donner suite à l'initiative parlementaire de Josef Zisyadis (pdt, VD) (lv.pa. 99.463) qui proposait l'exonération complète de toute personne déclarée inapte au service militaire.<sup>8</sup>

**MOTION**  
DATUM: 15.12.2005  
ELIE BURGOS

**Le Conseil national a adopté une motion** Heiner Studer (pep, AG), qui demandait au Conseil fédéral d'**introduire la notion de «preuve par l'acte»** dans le cadre de la loi fédérale sur le service civil, et de renoncer ainsi, pour une économie d'environ CHF 6.6 millions par année, à la procédure d'admission au service civil, jugée trop coûteuse. Soutenue par une large alliance composée du PS, des Verts, du Parti évangélique populaire et d'une grande partie du PDC – de même que quatre représentants radicaux et cinq UDC –, la motion a finalement été adoptée par 96 voix contre 77.<sup>9</sup>

**MOTION**  
DATUM: 20.06.2006  
ELIE BURGOS

Le Conseil des Etats a adopté, par 17 voix contre 6 (sur avis favorable de sa commission de la politique de sécurité et contre l'avis du Conseil fédéral), une motion Heiner Studer (pep, AG), transmise par le Conseil national en 2005, qui demandait au gouvernement d'introduire la notion de «preuve par l'acte» dans le cadre de la loi fédérale sur le service civil, et de renoncer ainsi, pour une économie d'environ 6,6 millions de francs par année, à la **procédure d'admission au service civil**, jugée trop coûteuse. Une modification a toutefois été introduite: le Conseil fédéral a en effet été chargé de réviser les lois fédérales concernées en veillant à ce que la procédure d'admission au service civil en vigueur soit remplacée par une solution moins onéreuse, moins lourde, et qui tienne compte de la preuve par l'acte. La modification demandait en outre au gouvernement d'augmenter la taxe d'exemption du service militaire. Le Conseil national s'est rallié à cette nouvelle version.<sup>10</sup>

**MOTION**  
DATUM: 16.03.2010  
SÉBASTIEN SCHNYDER

La forte augmentation des demandes d'admission au service civil suite à l'abolition de l'examen de conscience a suscité de nombreuses interventions parlementaires au cours de l'année sous revue. Ainsi, en mars, les chambres ont adopté de justesse deux motions identiques issues de leur CPS (CPS-CE et CPS-CN) chargeant le gouvernement de traiter toutes les interventions parlementaires concernant le service civil et de présenter un projet de **révision de la loi sur le service civil** qui réponde aux failles existantes. La majorité des commissions s'est inquiétée pour la stabilité des effectifs de l'armée et pour le principe constitutionnel de l'obligation générale de servir. Au Conseil national, une minorité Allemann (ps, BE) a proposé de rejeter la motion estimant hâtif d'exiger une révision alors que la loi sur le service civil est entrée en vigueur depuis moins d'une année. Malgré l'opposition de la gauche et d'une partie du PDC, la chambre basse les a adoptées par 98 voix contre 70. Au Conseil des Etats, une minorité Hêche (ps, JU) a également proposé de rejeter la motion (Mo. 10.3006) soulignant que l'effectif de la réserve de l'armée dépasse le maximum autorisé de 220'000 soldats et que le rapport sur le service civil n'a alors pas encore été publié. La chambre haute a adopté les objets par 21 voix contre 19.<sup>11</sup>

**MOTION**  
DATUM: 30.05.2012  
MAXIMILIAN SCHUBIGER

Eine aus dem Frühjahr 2011 stammende und im Herbst des Vorjahres vom Nationalrat angenommene Motion Müller (fdp, SG) kam im Mai des Berichtsjahres in den Ständerat. Der Motionär verlangt die **Steigerung des Nutzens von Zivildienstesätzen**. Dafür bedürfe es einer besseren und längeren Ausbildung der Dienstleistenden. Dennoch müsse darauf geachtet werden, dass sich durch den gesteigerten Nutzen der Zivildienstesätze die zusätzlichen Kosten für die Ausbildung lohnen und dass die Ausbildung hohen Anforderungen gerecht wird, herausfordernd ist und gut kontrolliert abläuft. Besonders in der Pflege und Betreuung von Menschen sei eine entsprechende Ausbildung unabdingbar. Diese sei bis anhin zu kurz und eigne sich nicht für einen

qualifizierten Dienst im Pflege- und Betreuungsbereich. Die Gefahr sei, dass Zivildienstleistende zu oft für unbedeutende Hilfseinsätze eingespannt werden. Der Bundesrat teilte die Ansicht des Motionärs, empfahl den Vorstoss zur Annahme und schlug insbesondere eine Verlängerung der spezifischen Ausbildung auf 20 Tage vor. Auch im Ständerat wurde die Motion im Berichtjahr diskussionslos überwiesen.<sup>12</sup>

#### MOTION

DATUM: 26.09.2013  
MAXIMILIAN SCHUBIGER

Nach der Abstimmung zur Volksinitiative "Ja zur Aufhebung der Wehrpflicht" gelangte eine auf die Herbstsession traktandierende Motion aus dem Jahr 2012 in den Nationalrat. Der von den Grünliberalen lancierte Vorstoss wollte den Bundesrat beauftragen, im Rahmen der Weiterentwicklung der Armee (WEA) gesetzliche Grundlagen für ein **Modell der allgemeinen Dienstpflicht** zu schaffen. Verschiedene Ideen, die auch während der Diskussion um die Volksvorlage genannt wurden, sollten mit der Motion angeregt werden. Nach dem deutlichen Abstimmungsergebnis an der Urne hatte der Vorstoss im Plenum jedoch keine Chance.

#### MOTION

DATUM: 15.06.2017  
MAXIMILIAN SCHUBIGER

Die sicherheitspolitische Kommission des Nationalrates hatte Anfang 2017 eine Motion eingereicht, um die **Attraktivität des Zivildienstes** gegenüber der Armeedienstleistung zu verringern. Mit dem Vorstoss sollte das Zivildienstgesetz angepasst werden, um die Anrechenbarkeit von Militärdiensttagen an den Zivildienst einzuschränken. Die Massnahme zielte auf Dienstleistende, die eine Rekrutenschule begonnen haben, zu einem späteren Zeitpunkt jedoch noch in den Zivildienst wechseln wollen. Mit der Änderung soll nur noch die Hälfte der bereits geleisteten Dienstage angerechnet werden können. Die übrigen verbleibenden Tage würden danach mit dem Faktor 1,5 multipliziert, was die „neue“ Anzahl zu leistender Tage ergäbe. Damit würde sich die Berechnung der Gesamtanzahl an zu leistenden Dienstagen verändern. Die Motion trug die Handschrift der bürgerlichen Mehrheit in der SiK, entsprechend stellte sich eine linke Minderheit Fridez (sp, JU) gegen die Motion.

Der Bundesrat hielt den Vorschlag für eine effektive Lösung, um die Wechsel von der Armee zum Zivildienst zu moderieren, dennoch wurde die Motion zur Ablehnung empfohlen. Nicht nur weil die Departemente (WBF und VBS) bereits daran seien, Mutationen im Dienstpflichtsystem zu beobachten und geeignete Instrumente zu prüfen, sondern auch, weil die Regierung den vorgeschlagenen Weg als unverhältnismässig erachtete: es käme einer eigentlichen Sanktion gleich. Ferner bezweifelte der Bundesrat die Einhaltung des Rechtsgleichheitsgebots. Das Ziel, die Tauglichkeitsquote der Stellungspflichtigen zwischen 64% und 67% einzupendeln, blieb jedoch für den Bundesrat gültig, weswegen andere Massnahmen, als die in der Motion vorgeschlagenen, geprüft werden sollten, um diese Vorgabe einhalten zu können.

In der Sommersession befasste sich der Nationalrat mit dem Vorstoss und SiK-Sprecher Clottu (svp, NE) äusserte die Absicht der Motion unverblümt: Es ginge darum, den Wechsel in den Zivildienst für Armeeangehörige unattraktiver zu gestalten. Er beanstandete ferner die mannigfaltigen Gründe, die von den Wechselnden angegeben würden und sah darin durchaus auch Bequemlichkeit und andere Motive, die nichts mit Gewissenskonflikten zu tun hätten. Die Zahl der Armeeangehörigen, die in den Zivildienst wechselten sei zunehmend, was die Armeebestände gefährde. Clottu sah darin auch einen Konflikt mit dem Willen des Gesetzgebers, der die Dienstpflicht eingeführt hatte, um Sicherheit zu schaffen. Auf dieses Votum hin gab es ein Wortgefecht zwischen Clottu und Mitgliedern der Kommissionminderheit, die gegen die Motion waren. Gerade die physische und psychische Intensität des Zivildienstes und der Wert für die Gesellschaft wurden dabei angesprochen. Es ging im gleichen Stil weiter, auch nachdem der zweite Kommissionssprecher Müller (fdp, SG) versuchte hatte, sich in seinem Votum auf Zahlen und Fakten zu beschränken. Gemäss Ansicht des Kommissionssprechers handelte es sich bei den vorgeschlagenen Massnahmen der Motion – der Verlängerung der Dienstpflicht bei einem Wechsel – um ein Korrektiv und nicht um eine Strafe. Seine Argumentation umfasste auch einen ökonomischen Aspekt, nämlich dass der Staat in die Ausbildung der Rekruten investiere. Folglich bedeute jeder Wechsel eines vormaligen Armeeangehörigen eine Fehlinvestition, die es zu beheben gelte. Nach diesem Votum gab es eine regelrechte Fragenkaskade an Müller, der sich jedoch nicht ins Bockshorn jagen liess. Motionsgegner, vorwiegend aus der linken Ratsecke, deuteten in ihren Fragen an, dass seitens der Kommissionmehrheit versucht werde, den Zivildienst schlechtzureden. Diese Unterstellung stritt der St. Galler jedoch vehement ab und er berief sich auch auf den Standpunkt, dass sowohl die SiK-Mehrheit als auch die Regierung Handlungsbedarf sähen.

Bundesrat Schneider-Ammann (zur Erinnerung: die Zuständigkeit über den Zivildienst obliegt immer noch dem WBF) schloss die Debatte mit seinem Votum. Es gelang ihm

aber nicht, dem Plenum die ablehnende Haltung der Regierung überzeugend zu schildern, denn die grosse Kammer stimmte der Motion schliesslich zu. Mit 110 zu 66 Stimmen und 6 Enthaltungen ging das Geschäft an den Ständerat.<sup>13</sup>

#### MOTION

DATUM: 12.03.2018  
MAXIMILIAN SCHUBIGER

Die von der SiK des Nationalrates initiierte und vom Plenum auf den Weg gebrachte **Änderung des Zivildienstgesetzes** musste Anfang 2018 auch noch vom Ständerat behandelt werden. Dessen sicherheitspolitische Kommission wollte jedoch in der kleinen Kammer beliebt machen, die Behandlung des Vorstosses vorerst noch auszusetzen, weil der Bundesrat in der Zwischenzeit einen entscheidenden Schritt gemacht hatte, in dem entschieden wurde, dass die Zulassungen zum Zivildienst generell reduziert werden sollen. Dafür wurde eine Revision des Zivildienstgesetzes – was diese Motion im Kern ja verlangt – in Auftrag gegeben. Das WBF wird sich im Laufe des Jahres damit auseinandersetzen und per Herbst 2018 eine Vernehmlassungsvorlage vorlegen müssen. Vorgabe dafür war, dass die Mindestanzahl von 150 zu leistenden Diensttagen im Zivildienst festgesetzt und zusätzlich eine Wartefrist festgelegt werden soll: AdA, die nach abgeschlossener RS in den Zivildienst wechseln wollen, sollen erst nach einer Frist von 12 Monaten einen entsprechenden Antrag stellen dürfen. Weil dieser Gesetzesentwurf nicht vor 2019 erwartet wird, beantragte die SiK dem Plenum, die Motion zu sistieren. Es gab jedoch innerhalb der Kommission auch Stimmen, die sich für eine Beschlussfassung einsetzten, weil man die Motion grundsätzlich ablehnte. Der Rat folgte jedoch der Kommissionsmehrheit und hielt die Motion offen, bis sie zu einem späteren Zeitpunkt wieder behandelt werden kann.

Bevor die Ständerätinnen und Ständeräte jedoch diesen Beschluss mit 26 zu 12 Stimmen fassten, entfachte sich noch eine kurze Diskussion dazu. Kommissionssprecher Kuprecht (svp, SZ) äusserte sich indes nicht materiell zur Vorlage, sondern beschränkte sich auf die Schilderung der unternommenen Schritte. Es mache keinen Sinn vorzugreifen, da entsprechende Forderungen der Motion in die Vernehmlassungsvorlage einfliessen sollen. Seitens der Kommissionsminderheit wurde auch in der kleinen Kammer moniert, dass man den Zivildienst nicht „schlecht machen dürfte“ und Ständerat Hêche (sp, JU) zeigte sich besorgt, dass die vorliegende Motion „fatal“ für den Zivildienst sei. Er kritisierte ferner auch die Meinung „einiger Parlamentarier“, die glaubten, dass der Zivildienst aus Bequemlichkeit gewählt werde. Sein Parteigenosse Berberat (sp, NE) äusserte eine weitere Überlegung: Er glaubte, dass die Motion gar einen konträren Effekt haben könnte. Die Befürchtung war, dass unentschiedene Stellungspflichtige – im Wissen, dass ein späterer Wechsel von der Armee in den Zivildienst unattraktiv sein würde – von vornherein den Zivildienst bevorzugen würden. Es gebe genügend Ärzte, die eine Militärdienstuntauglichkeit bescheinigten, so der Neuenburger weiter. Dass die Motion schliesslich tatsächlich sistiert worden ist, kann auch auf die Ausführungen des Wirtschaftsministers zurückzuführen sein, der die Eckpunkte der angesprochenen Gesetzesrevision darlegte und entsprechend um die Sistierung durch den Ständerat gebeten hat.<sup>14</sup>

#### MOTION

DATUM: 04.06.2018  
MAXIMILIAN SCHUBIGER

Die Zustimmung zur Sistierung der Kommissionenmotion der SiK-NR bezüglich einer anvisierten **Änderung des Zivildienstgesetzes** war im Nationalrat eine reine Formsache, zumal auch die lancierende Kommission selbst dem eigenen Rat die Sistierung empfohlen hatte. Wie auch der Ständerat war man in der nationalrätlichen Kommission vorerst zum Schluss gekommen, man solle den Prozess um die Revision des Zivildienstgesetzes abwarten. Die Stossrichtung der Motion wurde durch die Mehrheit der Sicherheitspolitikerinnen und -politiker jedoch nach wie vor gutgeheissen. Eine Minderheit stellte hingegen die gesamte Revision infrage. Der Antrag zur Sistierung war mit 13 zu 7 Stimmen gefasst worden, drei Kommissionsmitglieder hatten sich enthalten. Im Nationalrat bedurfte es dann keiner Diskussion, stillschweigend wurde die Sistierung beschlossen.<sup>15</sup>

#### MOTION

DATUM: 11.09.2019  
MAXIMILIAN SCHUBIGER

Seit der Einreichung der Motion 2017 hatte der Bundesrat die durch die SiK-NR angestossene **Änderung des Zivildienstgesetzes** an die Hand genommen. Die in der ZDG-Revision vorgesehenen Anpassungen beinhalteten die beim Zivildienst nötigen Änderungen, die Motion der Schwesterkommission könne daher abgelehnt werden, befand die sicherheitspolitische Kommission des Ständerates im April 2019 und empfahl die Motion zur Ablehnung. Dies war jedoch nicht der einzige Grund für den Ablehnungsantrag: Die SiK-SR war ferner der Meinung, dass die Motion inhaltlich viel zu weit gehe. Falls es aber nach wie vor Anliegen gebe, die über den vorgelegten



Gesetzesentwurf hinausgingen, könnten diese immer noch im parlamentarischen Verfahren zum ZDG eingebracht werden.

In der Herbstsession 2019 hielt sich der Ständerat nicht lange mit dem Geschäft auf. Im Nachgang an die Behandlung der ZDG-Revision wurde die Motion nach kurzen Ausführungen von Kommissionssprecher Dittli (fdp, UR) und von Bundesrat Parmelin stillschweigend abgelehnt.<sup>16</sup>

## Bevölkerungsschutz

### MOTION

DATUM: 30.05.1994  
SERGE TERRIBILINI

**Le Conseil national a refusé de transmettre une motion du groupe DS/Lega** demandant que les abris de la protection civile ne soient pas consacrés, en temps de paix, à l'hébergement des requérants d'asile. La Chambre a estimé qu'il ne s'agissait pas d'une utilisation abusive de tels locaux et s'est opposée à l'avis des motionnaires selon lequel cela pouvait mettre en danger la sécurité de la population.<sup>17</sup>

### MOTION

DATUM: 23.06.1995  
ALEXANDRE FÜZESSÉRY

**Le Conseil national a transmis comme postulat une motion de sa commission** demandant au gouvernement de procéder à une réduction substantielle des dépenses pour les constructions de protection civile. Il a suivi en effet l'opinion du Conseil fédéral, pour lequel les efforts entrepris suite à la réforme de la PCi allaient déjà dans le sens désiré puisqu'en 1999 les dépenses pour des constructions de protection civile auront été réduites des deux tiers par rapport à 1991.<sup>18</sup>

### MOTION

DATUM: 11.12.1996  
ALEXANDRE FÜZESSÉRY

**Le Conseil national a transmis une motion Baumberger** (pdc, ZH) demandant au gouvernement de modifier la loi sur les abris de sorte que les cantons ne puissent plus exiger la construction de nouveaux abris s'il y a suffisamment de places protégées. La majorité des députés a estimé qu'une telle mesure s'imposait si l'on entendait éviter un surplus inutile et coûteux d'abris. Pour des motifs similaires, la chambre du peuple a également **transmis une motion de la commission des finances** (Mo. 96.3000) demandant que la loi sur les abris soit modifiée de manière à ce que les subventions fédérales pour les abris publics ne soient versées qu'aux communes connaissant un taux de protection inférieur à 80%. Devant à son tour juger du bien-fondé de la motion, la petite chambre a refusé pour sa part de la transmettre. Contrairement à l'opinion de la majorité des conseillers nationaux pour qui la construction d'abris de la protection civile pouvait être ralentie étant donné la situation financière de la Confédération ainsi que l'absence de menace immédiate, les sénateurs ont estimé, à l'instar du gouvernement, que de multiples recherches d'économie avaient déjà affecté, sans commune mesure, la protection civile. La majorité de la chambre des cantons a également relevé qu'une telle politique remettrait en cause le principe du droit de chacun à bénéficier d'une place protégée et reviendrait à transférer de nouvelles charges sur les communes, tenues légalement d'assurer une couverture de 90% de la population.<sup>19</sup>

### MOTION

DATUM: 13.03.1997  
ALEXANDRE FÜZESSÉRY

**Le Conseil des Etats a transmis comme postulat une motion Baumberger** (pdc, ZH) adoptée en 1996 par le Conseil national et demandant de modifier la loi sur les abris afin d'en empêcher la construction lorsque les infrastructures en la matière sont suffisantes. Reconnaisant que l'on avait souvent construit à des fins peu en rapport avec la protection de la population, la petite chambre a cependant estimé que la révision de la loi sur les abris adoptée en 1995 incluait déjà ce souci et serait par conséquent à même d'éviter des surcapacités en la matière.<sup>20</sup>

### MOTION

DATUM: 18.12.1998  
FRANÇOIS HUGUENET

L'argovienne Agnes Weber (ps, AG) a **déposé une motion chargeant le Conseil fédéral de lever l'obligation de construire des abris** PC dans les bâtiments privés ou publics. **Transmis comme postulat** sur proposition du gouvernement, ce point sera examiné dans le cadre du projet «Protection de la population». Le Conseil fédéral a toutefois rappelé dans son rapport écrit que les abris de protection civile n'augmentaient que peu les coûts de construction (2% en moyenne) et qu'ils pouvaient avoir une utilité par exemple lors de catastrophes naturelles.<sup>21</sup>

**MOTION**  
DATUM: 08.06.2000  
FRANÇOIS BARRAS

Dans une motion, le conseiller national Didier Berberat (ps, NE) a demandé au Conseil fédéral de **revoir en profondeur la loi sur les abris privés** de protection civile pour parvenir à finalement supprimer l'obligation d'en doter les immeubles nouvellement construits. Le député a défendu son argumentaire par leur caractère obsolète, leur inefficacité vis-à-vis des critères de la guerre moderne et leur coût disproportionné. Le gouvernement a rétorqué que l'obligation d'équiper les nouveaux immeubles ne concernaient que les zones à faible concentration d'abris, dont le coût n'excède pas 2% du budget global d'une construction. Il a rappelé enfin l'utilité de ces abris en cas de catastrophes naturelles. La **motion a finalement été rejetée** par le National par 50 voix contre 37.<sup>22</sup>

**MOTION**  
DATUM: 18.12.2006  
ELIE BURGOS

**Les chambres ont adopté toutes deux la motion** de la Commission des finances du Conseil national, qui demandait au Conseil fédéral de leur soumettre, sous la forme d'un rapport, différents scénarios concernant les **constructions protégées** et les **abris**. Outre la poursuite de la planification actuelle, la motion demandait que les scénarios présentés prévoient la liquidation, la désaffectation ou le changement d'affectation de constructions protégées et d'abris. Le rapport devra également exposer les conséquences financières de ces différents scénarios pour les années à venir et présenter une comparaison avec d'autres pays, en particulier avec des Etats européens dont la situation est similaire.<sup>23</sup>

## Sozialpolitik

### Soziale Gruppen

#### Menschen mit Behinderungen

126 Parlamentarier und Parlamentarierinnen unterzeichneten eine Motion Schneider (cvp, LU), welche die **Abschaffung des Militärpflichtersatzes für Schwerbehinderte** verlangte. Da der Bundesrat glaubhaft versicherte, diese Steuer führe keinesfalls zu sozialen Härtefällen und werde im Rahmen der anstehenden Armeereorganisation ohnehin überprüft, überwies der Nationalrat die Motion nur als Postulat.<sup>24</sup>

**MOTION**  
DATUM: 05.10.1990  
MARIANNE BENTELI

- 1) BO CN, 1995, p. 2187
- 2) BO CN, 2007, p. 1711.
- 3) BO CE, 2008, p. 171 s.
- 4) BO CN, 2009, p. 1802 s.
- 5) BO CE, 2010, p. 248; BO CN, 2010, p. 1124.
- 6) BO CN, 2000, p. 696
- 7) BO CN, 2000, p. 731 s.
- 8) BO CN, 2000, p. 1087 s.; BO CN, 2000, p. 838
- 9) BO CN, 2005, p. 1793 ss.; BO CN, 2005, p. 1858 ss.; Bund et SGT, 2.12.05; AZ, 9.12.05; presse du 15.12.05.
- 10) BO CE, 2006, p. 554 ss.; BO CN, 2006, p. 1915 ss.
- 11) BO CN, 2010, p. 23 ss.; BO CE, 2010, p. 241 ss.; NZZ, 21.1 et 25.8.10; LT, 1.2.10.
- 12) AB NR, 2011, S. 1841; AB SR, 2012, S. 330.
- 13) AB NR, 2017, S. 1137 ff.; BZ, CdT, LT, 16.6.17; NZZ, 17.6.17
- 14) AB SR, 2018, S. 169 f.; Bericht SiK-NR vom 11.01.2018; NZZ, 13.3.18
- 15) AB NR, 2018, S. 768; Bericht SiK-NR vom 14.5.18
- 16) AB SR, 2019, S. 663 f.; Bericht SiK-SR vom 2.4.19
- 17) BO CN, 1994, p. 715 ss.
- 18) BO CN, 1995, p. 1591 s.; NQ, 24.5.95.39
- 19) BO CE, 1996, p. 1143 ss.; BO CN, 1996, p. 1783 ss.; BO CN, 1996, p. 748 ss.
- 20) BO CE, 1997, p. 229 ss.
- 21) BO CN, 1998, p. 2828 s.
- 22) BO CN, 2000, p. 613 s.
- 23) BO CE, 2006, p. 1166; BO CN, 2006, p. 300
- 24) BO CN, 1990, p. 1902 s.; BO CN, 1990, p. 935